

SEG TAABA

Numéro 17 du 28 janvier 2002

Éditorial

Pour commencer une année sous de bons auspices, la recette est de faire le bilan de la précédente afin de prendre de bonnes résolutions!!! C'est ce sage principe qui a guidé le premier atelier d'évaluation du programme Réussir la Décentralisation, Dakar 2002. Zoom sur revient sur les résultats de cette rencontre.

La première chose que l'on fait avec un nouvel agenda c'est de marquer les dates importantes, alors Seg Taaba vous invite à remplir votre agenda avec les programmes de formation de la FRAO et de ACFED. Enfin, comme les démarches originales et prometteuses sont à suivre avec attention, allez à la découverte du projet « itinéraires des femmes rurales du Sahel »!!

Bonne Lecture !!!

Zoom Sur

Réussir la Décentralisation : de Ouaga à Dakar

Après l'atelier régional de Ouaga 2000 (novembre) qui marquait le lancement du programme **Réussir la Décentralisation** au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal, Dakar 2002 (janvier) fait le bilan d'étape des activités menées au titre de ce programme collaboratif sous-régional. **Réussir la Décentralisation** s'appuie sur la conviction que tout programme, visant à développer les capacités en matière d'influence des politiques, doit agir au moins à trois niveaux.

Au niveau individuel, il s'agit de renforcer les capacités des populations à planifier, à gérer, à négocier et à s'informer. Ce niveau correspond à la composante 1 du Programme **Réussir la Décentralisation**. ARED est chargée de la mise en œuvre de cette composante. (le numéro 16 de Seg Taaba présente, dans le détail, les activités de cette composante)

Au niveau institutionnel et organisationnel, il s'agit de créer les conditions pour rendre les institutions participatives et inclusives. En d'autres termes, les capacités individuelles, développées dans le cadre de la composante 1, ne pourront être valablement valorisées que si les populations

évoluent dans des contextes institutionnels et organisationnels qui permettent, à toutes les catégories, de s'exprimer et de participer. Cette échelle correspond à la composante 2 du Programme **Réussir la Décentralisation**. Elle est coordonnée par le Programme Sahel de l'IIED. Pour ce faire, les différentes activités s'appuient sur l'approche des groupes d'apprentissage développée par le programme Sahel. Cette démarche met l'accent sur l'échange de connaissances acquises dans un processus de recherche et d'action. Les groupes d'apprentissage réunissent divers acteurs autour d'une thématique commune en vue d'impulser des changements dans la compréhension et l'application de la participation. Trois échelles d'apprentissage sont mises en place. Au niveau local 5 groupes d'apprentissage locaux sur des thèmes variés (Foncier, Négociation des rôles, Genre, Analyse des organisations, Plans Locaux de Développement) sont mis en place. Aux échelles régionale et nationale, il y a respectivement le Forum Régional Participatif de Thiès (FOREP) et le Groupe d'Appui et de Recherche (GARE). Les

activités du GARE s'accordent aussi avec les ambitions du troisième niveau du programme

Au niveau politique, il s'agira de s'assurer que des mécanismes efficaces existent pour documenter les pratiques locales novatrices et utiliser les canaux appropriés pour informer les politiques. Il est également primordial pour les programmes à la base de comprendre le contexte politique. En effet, sans une bonne compréhension de la relation d'influences mutuelles entre les politiques et les pratiques, les actions de renforcement des capacités individuelles ou organisationnelles risquent de ne pas être durables. Il s'agit alors de favoriser un débat informé entre les différents acteurs de la décentralisation. Ce niveau correspond à la composante 3 du Programme *Réussir la Décentralisation*. Elle est coordonnée par les différents points focaux dans les quatre pays couverts par le programme:

Au Burkina, une série de conférences, sur la régionalisation, la communalisation rurale et les Comités Villageois de Gestion des Terroirs, ont permis de mieux comprendre l'environnement actuel et les enjeux institutionnels des politiques de décentralisation et de gestion des ressources naturelles. Ces conférences ont aussi été l'occasion d'élargir le débat sur le processus de décentralisation en vue d'impliquer davantage tous les acteurs concernés. Cela a également été l'occasion d'identifier les besoins des partenaires et de dégager des pistes pertinentes pour la recherche-action.

Au Mali, une étude sur les mécanismes institutionnels prévus pour que les résultats des recherches en décentralisation et en gestion des ressources naturelles soient mis à la disposition des décideurs est en cours. Un guide sur l'influence des politiques et l'élargissement du réseau a été réalisé. Sa diffusion est prévue pour cette année. De même les activités de recherche action devraient débuter courant 2002. Quatre thèmes avaient été retenus lors de l'atelier national, à Fana, en avril 2001 : les conventions locales, la planification communale, le transfert de compétences et le foncier.

Au Niger, suite à l'atelier national de lancement, en mai 2001, un groupe de coordination restreint a

été mis en place. Les premières activités ont été consacrées à l'organisation du partenariat (convention cadre, contrats), à la diffusion de publications et la participation à différents événements tels que l'atelier national sur la relance de l'élevage, les travaux préliminaires de relecture du code rural. Le groupe restreint a également pris part à un atelier national sur les Commissions Foncières et a contribué à l'atelier sous-régional du CILSS sur la gouvernance locale. Une étude sur le pastoralisme et une analyse des mécanismes de définition des politiques sont en gestation. Un système d'appui aux réseaux locaux dans la définition de thèmes pertinents dans le contexte du Programme *Réussir la décentralisation* a également été élaborée; et une esquisse de critères pour le financement des activités des réseaux locaux devra être validée.

« Intégration » a été le maître mot des perspectives et défis dégagés, lors de la rencontre de Dakar. Il s'agit d'une part de développer plus de synergies entre les différentes composantes dont l'interdépendance n'est plus à démontrer. D'autre part, il faut favoriser un échange plus systématique entre les pays couverts par le programme. Ainsi entre autres propositions, la rencontre de Dakar a retenu quelques axes thématiques qui pourraient faire l'objet d'une réflexion sous-régionale. Parmi ces thèmes on peut noter :

- **La décentralisation** : Plus qu'une approche juridique et institutionnelle, il s'agit d'un travail de réflexion axé sur le concept même de décentralisation avec des illustrations tirées de chaque expérience nationale. Les résultats de cette étude pourraient servir d'introduction à une série sur la décentralisation (décentralisation et genre, décentralisation et GRN...)

- **L'analyse des processus de politique** : Chaque pays a initié une étude sur le circuit d'élaboration des politiques et des opportunités d'influence pour une meilleure prise en compte des besoins réels. Il serait intéressant de porter les fruits de ses recherches à un niveau sous-régional pour une synthèse et une systématisation de ces processus.

- **Le pastoralisme** : Cette approche a suscité un vif intérêt au cours de la rencontre, l'idée d'un

forum sur le pastoralisme a été retenue. Cela pourrait commencer avec une réunion technique sous-régionale sur la législation en impliquant les points focaux

- **Les conventions locales** ou codes de conduites: Ces outils de gestion participative des ressources naturelles se sont développés dans tous les pays couverts par le programme. Il s'agit dès lors de diffuser les leçons tirées des expériences. Dans ce sens, il est envisagé d'organiser un atelier régional d'échanges sur la méthodologie de documentation des conventions locales. L'idée d'un forum technique sur l'ancrage légal et administratif des conventions locales a également été évoquée.

- **Les Indicateurs de suivi-évaluation de la décentralisation** : le renforcement des acteurs en matière de suivi-évaluation participatif est une priorité si l'on veut cerner et lever les obstacles à la réussite du processus de décentralisation. Même si les pays ne sont pas au même stade de décentralisation, la définition d'indicateurs de

suivi-évaluation permettra sans aucun doute une participation plus qualitative dans les processus de décentralisation.

L'atelier d'évaluation de Dakar a montré que nombre d'activités a pu être réalisé dans les différents pays en une année. Chaque pays, compte tenu de son propre contexte a pu réaliser des avancées notoires. Sur le plan méthodologique, l'approche des groupes d'apprentissage s'est avérée très pertinente dans l'optique d'appui à la décentralisation. Toutefois, il apparaît assez clairement qu'étant donné la nature du programme, il faut se placer dans une perspective de résultats à moyen et long terme.

Rapport disponible

Contact:

IIED Programme Sahel

Point E, rue 6 X A, BP 5579 Dakar-Sénégal

Email: iiedsen@sentoo.sn

A suivre

Itinéraires de femmes rurales du Sahel

Les femmes continuent d'occuper des positions assez marginales dans les processus de prise de décisions concernant les politiques de décentralisation et de gestion des ressources naturelles. Bien que responsables d'une très grande partie des activités de production et de valorisation des ressources naturelles, elles sont peu présentes dans les sphères décisionnelles. Beaucoup de programmes de développement essaient de rompre ce déséquilibre, à travers différents mécanismes inclusifs et participatifs favorisant la prise de position des femmes et le renforcement de leur pouvoir d'influence des politiques. Partout à travers le Sahel, se développent des initiatives communautaires de gestion durable des ressources naturelles où les femmes sont les actrices principales.

L'expérience révèle que ces initiatives réussies sont souvent portées par des femmes leaders, dont les itinéraires personnels et les capacités à

mobiliser et à animer le potentiel d'initiatives locales ont joué un rôle déterminant dans la réussite de leurs organisations. Malheureusement, cette expertise locale n'est pas suffisamment valorisée du fait d'une compréhension limitée des facteurs d'émergence de ces leaders ainsi que des éléments qui fondent leur capacité d'influence. C'est pourquoi, une meilleure documentation et une plus grande amplification de ces expériences peut avoir une portée opérationnelle certaine.

Le Programme Sahel de l'IIED accorde une grande importance au renforcement des capacités des catégories les plus vulnérables, en particulier les femmes, dans le processus d'influence des politiques. C'est dans ce cadre qu'un projet spécifique de partenariat portant sur la « *documentation d'itinéraires de femmes rurales du Sahel ayant influencées de façon significative les pratiques et les politiques de décentralisation* »

et de gestion des ressources naturelles dans leurs propres pays est mis en place.

Ce projet a pour objectifs de:

- Décrire des itinéraires de femmes rurales sahéennes dont les parcours personnels ont conduit à des changements positifs notables dans le mode d'organisation des femmes, leur participation aux processus de décisions dans le domaine de la décentralisation et la gestion des ressources naturelles ;
- Documenter et diffuser ces itinéraires comme une contribution à l'amélioration des processus de renforcement des capacités des femmes en matière de décentralisation et de gestion des ressources naturelles au Sahel;
- Développer un mécanisme d'échange entre les femmes dont les itinéraires sont étudiés, leurs

organisations et d'autres organisations en vue d'un apprentissage mutuel et continu.

Un Comité de Lecture et d'Orientation Méthodologique (CLOM) a déjà été mis en place au Sénégal et au Burkina Faso. L'élaboration des indicateurs de sélection et la finalisation de la démarche méthodologique est en cours. La phase test devrait démarrer incessamment au Sénégal.

Pour plus d'informations contacter

Fatou Ndiaye

Email: fatoundiaye@sentoo.sn

ou iiedsen@sentoo.sn

Agenda

Renforcement de capacités

Programme ACFED 2002

L'organisation « Appui - Conseil Femmes - Environnement - Développement au Sahel » est une ONG regroupant des personnes ressources qui interviennent au Sahel dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la gestion des ressources naturelles, de la lutte contre la désertification, du Genre et Développement et de la décentralisation. ACFED/ Sahel se veut une initiative qui répond aux grands défis du développement en orientant ses interventions sur 3 axes : la formation, l'appui conseil, la recherche-action. Dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs, ACFED Sahel propose pour l'année 2002 une série de sessions de formation sur :

Gestion des organisations, leadership féminin et technique de négociation : Cet atelier traitera des concepts et des principes de la gestion des organisations et du leadership, de l'analyse des expériences, des schémas et outils de négociation. L'élaboration d'un plan d'action de réinvestissement de la formation est également prévu.(mars 2002)

Genre et gestion des conflits : cet atelier sera axé sur la typologie des conflits, l'analyse du genre dans les conflits, et l'application de l'approche genre dans la gestion des conflits. (avril 2002)

Genre et Gestion des Ressources Naturelles : Cette session abordera la problématique genre et GRN, présentera les approches et stratégies de GRN et les outils de prise en compte du genre dans la GRN. (mai 2002)

Décentralisation et Citoyenneté : Outre la définition du concept et des enjeux de la décentralisation, il sera question d'identifier les acteurs de la décentralisation et de poser de type de citoyenneté dans le cadre de la décentralisation (juin 2002)

Décentralisation et planification participative: Cette formation sera consacrée aux concepts de base de la décentralisation et de la planification participative, à la définition de la place et du rôle des acteurs. Il fera également le lien entre décentralisation et planification participative. (juillet 2002)

Les inscriptions ont débuté en décembre 2002.

Pour plus d'informations
ACFED, 06 BP 9336 Ouaga 06
Email: acfed@fasonet.bf

Méthodes d'évaluation participative

La Fondation Rurale de l'Afrique de l'Ouest, dont l'un des objectifs premiers est de créer et de consolider des capacités endogènes pour un développement durable, organise dans le cadre de ses sessions de formation un cours sous-régional sur « *les méthodes d'évaluation participative orientées vers l'apprentissage et les besoins des utilisateurs* ».

Le développement social se produit dans un environnement en perpétuel mutation, duquel il est difficile d'identifier précisément les tendances et d'anticiper dur les évènements futurs. C'est pour cela qu'il est nécessaire d'évaluer à partir des besoins des individus, de façon participative et dans une perspective d'apprentissage. C'est ainsi que les ferments du changement seront identifiés et mobilisés.

Il s'agira donc développer une culture d'évaluation centrée sur les besoins des utilisateurs et visant l'apprentissage au niveau de divers acteurs de la sous-région.

Cette formation s'adresse en premier lieu aux chefs de projets, responsables de programme, chargés d'évaluation, agents de développement intervenant dans la planification, le suivi et l'évaluation de programmes orientés vers les communautés de base.

Ils trouveront l'occasion d'échanger sur les diverses méthodologies d'évaluation et de s'initier l'approche conceptuelle d'évaluation qualitative: « l'évaluation des progrès vers le changement, EPC (« outcome engineering » en anglais). Cette méthodologie d'évaluation qualitative a été développée par la FRAO en collaboration avec diverses institutions dont le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) et le Pacific Institute for Research and Evaluation (PIRE).

Ce cours, d'une durée de 12 jours, aura lieu du 18 au 30 mars 2002 à Thiès au Sénégal. Il comprendra une phase théorique et une phase de terrain.

Contact:

Marie Coulibaly

Email: warfpro@cyg.sn

Site internet: <www.frao.org>

**Ce bulletin est le vôtre, partagez vos expériences !
IIED Sahel, Point E rue 6 X A, BP 5579 Dakar Sénégal
Email: iiedsen@sentoo.sn ou awafba@sentoo.sn**